

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4189 - Vendredi 19 Août 2022 - Prix : 200 Fc

LOI DES FINANCES 2022

Budget rectificatif, en hausse par rapport à la loi initiale



INTERVIEW

«A La Réunion, j'ai découvert des jeunes
avec une forte potentialité »

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Août 2022**

Lever du soleil:

06h 20mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fajr : 05h 07mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 20mn



LITTÉRATURE

Le procureur général face à la mort

Décidément, c'est l'heure de la rentrée littéraire aux Comores, et c'est pas pour déplaire à la rédaction de La Gazette des Comores au contraire. Les sorties de livres sont à profusion. Des journalistes aux hommes politiques en passant par les magistrats, tous y passent. Cette fois, c'est le Procureur Général de passer au crible de la rédaction.

À l'instar de la grande muette "l'armée" qui cultive l'art de la discrétion, les magistrats sont tout aussi des adeptes du camouflage. C'est pourquoi "ma vie et ma mort racontées à mes enfants" du Procureur Général Mohamed Soilihi Djae (MSD) semble rompre avec cette tradition de "camouflage" qu'on attribue à tort ou à raison aux hommes en robe noire. Toujours est-il que le procureur Djae a brisé le silence pour nous emmener à travers une écriture simple et facilement compréhensible de sa vie mais aussi de la mort qu'il a côtoyé et pas qu'une fois. A 3 ans, écrit-il : « J'ai été brûlé par la flamme d'une bougie. C'était une brûlure au 3e degré », un accident qui lui a valu quelques mois à l'hôpital à Diego-Suarez, lieu de sa naissance un mois de juillet 1969. Le procureur, court-

circuitera une deuxième fois avec la mort ou Azraël comme il l'écrit au moment des événements de Majunga en 1977.

Des événements que certains n'hésitent pas à assimiler à un crime contre l'humanité voire un génocide. Plus de 2000 comoriens furent massacrés à coup de machettes et autres gourdins après un différent qui a opposé une famille comorienne et une autre famille Betsirebaka l'une des 18 ethnies qui composent la grande île. Réfugié dans une caserne de pompiers avec sa mère et ne sont sauvés que par la grâce d'Allah. « Le Tout-puissant leur enlève le courage de pousser la porte », parlant de leurs bourreaux. Un écorché de la vie ce petit Djae troisième du nom. Plus récemment (2020) alors déjà procureur général, il a rencontré l'ange de la mort alors qu'il était dans son lit d'hôpital admis après une fièvre qui frôlait les 40°C.

« J'avais une sensation de froid persistante alors que la température ambiante n'était pas si basse ». Après avoir fait des analyses, il s'est avéré que MSD souffrait d'une "pneumonie interstitielle bilatérale". On dirait que la mort et le procureur ont presque une relation charnelle sinon de bon voisinage. Alors qu'il est

alité, l'ange de la mort lui aurait rendu visite et même « engagé un dialogue au cours duquel il s'est présenté » comme il le raconte à la page 125. Un dialogue au cours duquel la grande faucheuse lui aurait confié « T'inquiètes pas ce n'est pas encore ton heure. C'est une simple visite de courtoisie » concluait celui qu'on a l'habitude de dire qu'il n'a pas d'ami.

Un dialogue avec l'au-delà difficilement compréhensible pour le commun des mortels qui sont dans l'incapacité "de penser hors du cadre de l'espace et du temps" comme disait Pierre Lory dans (Eschatologie et Exégèse mystique) une étude parue dans les Cahiers de l'Islam en 2016. Au contraire des mystiques, adeptes du tasawwuf (soufisme), qui ont la capacité de se projeter dans une espace suprationnelle. C'est dans ce postulat qu'il faut poser à mon sens ce dialogue de MSD et Azraël, si l'on veut comprendre la dimension spirituelle de l'homme au moment de rentrer en relation par cette force venue de l'au-delà.

AS Badraoui



MAIRIE DE MORONI :

Bientôt un règlement intérieur

Lutter contre les agents fantômes, moderniser la mairie et redorer l'image de Moroni, tels sont les ambitions affichées par Abdoufatah Saïd. Conscient de cette grande responsabilité, il est en phase de préparation des textes qui vont régler la mairie pour la mise en application desdits projets.

À la tête de la commune depuis juin dernier, Abdoufatah Saïd ne manque pas d'ambition. Conscient de la lourde tâche qu'on lui a confiée, cet ancien député se veut résilient et cherche à reformer le fonctionnement de l'institution. Donner un bon image à la mairie et une série d'activités de nettoyage en réponse aux directives de la politique nationale visant à rendre la ville plus propre et en facilitant la circulation des véhicules, tout en assurant la sécurité des piétons, le maire veut donner un autre image de

la mairie de la capitale. Cette action salubre a été contestée par les vendeurs informels du marché de Volo-Volo qui estimaient qu'une planification devrait être faite au préalable. Un arrêté brusque des activités a été fait, afin de trouver une solution consensuelle entre les deux parties.

Interrogé sur cette question, le

premier magistrat de la capitale assure que la propreté de la ville fait partie de son baptême de feu. « Nous n'avons pas arrêté le projet mais je suis actuellement en train de reformer les choses. À Mon arrivée à la mairie, il n'y avait aucun texte régissant le fonctionnement de la mairie. Je suis actuellement en train

de préparer un règlement intérieur, qui, par la suite fera l'objet d'un arrêté pour mieux reformer les choses », annonce-t-il.

Pour ce qui est du projet de propreté, le maire fait son possible avec les moyens de bord. « Nous sommes en phase de communication et nous avons franchi une première étape. Ces projets demandent des fonds. À partir de fin août, nous espérons mettre en place un arrêté qui va accompagner cette action. Nous allons encore sensibiliser les résidents et les vendeurs », précise-t-il. En outre, la mairie est entrain de recruter des policiers capables d'assurer le travail comme il se doit. « Nous avons un problème, certains agents se sont révélés être des délinquants d'où ce recrutement des policiers pour réorganiser les choses et avoir la bonne équipe », confie-t-il.

Parmi les choses qui impactent la mairie, c'est aussi les agents. Environ 150 employés ne sont pas enregistrés. D'après toujours cet

ancien député, aucun de ces agents n'avait un dossier à la mairie. Et pour lutter contre cette technique frauduleuse, ce dernier a exigé que chaque employé soit muni de son extrait de naissance et de deux photos d'identité, une stratégie de rencontrer physiquement les agents. « À ma grande surprise, seuls 114 agents se sont manifestés et les autres étaient des agents fantômes », dit-il.

Autres faits, le maire de la capitale annonce que les précédents responsables de la mairie ont impacté durement l'institution en laissant des dettes énormes. La mairie fait face actuellement à une dette de 79 millions de nos francs. « Nous ferons le nécessaire pour mettre les projets en route. Moroni appartient à tout le monde, comme je l'ai toujours dit, mon but est de faire de Moroni, un Moroni pour tous », conclut-il.

Andjouza Abouheir



AGRICULTURE

A Ndrondroni, une coopérative veut produire 7500 kg d'oignons

Flera djema, une coopérative des femmes agricoles de Ndrondroni dans la région de Mledjélé à Mohéli, regroupe 30 maraîchères. Après avoir reçu un lot de matériels ainsi que des semences d'oignons de la part du projet PREFERE, cette coopérative compte produire au total 7500 kg d'oignons cette année. Chaque femme adhérente a déjà préparé 16 planches. Cependant, les difficultés liées à la commercialisation de leur produit constituent le principal obstacle.

Ils sont 30 femmes maraîchères constituées en coopérative dénommée « Flera djema », à Ndrondroni, dans la région de Mledjélé. Les responsables du projet PREFERE les ont appuyées en matériels agricoles, tels que pioches, houes, mais aussi des semences d'oignons et de tomates, pour accroître les produits maraîchers dans l'île, afin d'assurer une autosuffisance alimentaire en légumes.

Chaque agricultrice a déjà fait entre 14 à 16 planches d'oignons. Le résultat attendu c'est d'espérer lors de la période de récolte, cueillir 250 kg d'oignons, pour un total de 7500 kg. Jusqu'à présent leurs travaux vont bon train. « Nos plantations poussent très bien. Ici on utilise des engrais biologiques et Dieu merci jusqu' alors on ne manque de rien qui pourrait nous freiner. Nous sommes vraiment déterminées à aller jusqu'au bout pour atteindre nos objectifs » rassure une adhérente de Flera djema.

Ce n'est pas la première fois que cette coopérative agricole bénéficie d'un appui de ce genre. Toutefois cette année, elle a pris l'initiative de multiplier la quantité de production. « L'année dernière chacune de nous avait récolté près de 175 kg. Cette année nous misons d'avantage sur cette culture car la consommation est toujours en forte croissance dans l'île, même si on a du mal à écouler nos produits » précise cette dame.

En effet comme tout agriculteur de la petite île, le souci majeur lors

d'une forte production est la commercialisation de leur produit. Le manque de technique de conservation est un véritable défi à relever par les agriculteurs, mais surtout par les autorités en charge de la production. Il est à noter que le projet PREFERE financé par le gouvernement comorien, le FIDA et d'autres partenaires a pour but d'appuyer les exploitations agricoles familiales et résilientes aux changements climatiques.

Riwad

LOI DES FINANCES 2022

Budget rectificatif, en hausse par rapport à la loi initiale

C'est par décret du 16 août 2022, que le chef de l'Etat a promulgué la loi 22-005/AU du 23 juin portant loi de finance rectificative 2022. Un exercice de routine pour les législateurs qui se retrouvent chaque année dans cette même période pour porter quelques modifications sur l'exercice budgétaire de l'année.

Les dépenses totales de l'Etat ont été fixées à 131 528 176 503 kmf par la Loi des Finances Initiales (LFI). Après la

session du mois d'avril du parlement, celles-ci ont augmenté de 3 milliards, soit un peu plus de 134 milliards de nos francs, un solde de -2,59% sur le produit intérieur brut (PIB). Une richesse interne qui reste inchangée à 557 673 000 000 kmf.

Le traitement des salaires restent stable à 29 893 363 182 kmf, ce qui représente en pourcentage 5,36% du produit intérieur brut.

Cette stabilité s'expliquerait par un contrôle accru des fonctionnaires de l'Etat à coup de contrôles physiques et une diminution sensible

des fonctionnaires fantômes. Si la stabilisation de la masse salariale et la régularité de celles-ci sont à mettre au crédit du gouvernement, l'augmentation des dépenses ministérielles par contre pose un certain nombre de questions. En effet, celles-ci sont planchées à 49 385 854 832 kmf, en augmentation de 2% sur la loi des finances initiale. Le ministère des finances arrive en tête du classement avec une augmentation de 15%, soit 1 173 331 387 km. Malgré une contraction du commerce interne dû en grande partie à la diminu-

tion substantielle du fret maritime engendrée par le départ de Maersk (mars) leader mondial du fret maritime, l'impôt sur le commerce international est en légère augmentation par rapport aux prévisions du début d'année.

Autre annonce, les contribuables (entreprises) ayant un chiffre d'affaires de plus ou égal à 20 000 000 kmf hors taxe doit s'acquitter de la taxe professionnelle unique au lieu de l'impôt sur le revenu. Faut-il rappeler que la Loi des Finances Rectificative, est une loi qui modifie

en cours d'exercice budgétaire les dispositions de la LFI. Elle sert aussi à autoriser des mouvements de crédits ou réestimer le niveau des recettes selon le compromis de la majorité des économistes. Désormais, pour tout importateur d'automobiles usagers, les voitures de plus de 7 ans, les camions de plus de 12 ans, et les engins de plus de 14 ans sont interdits d'entrée dans le territoire national.

AS Badraoui

42E SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA SADC

"Promouvoir l'industrialisation pour une croissance économique durable"

Les travaux du 42e sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se sont déroulés du 17 au 18 août dernier. Dans cette rencontre organisée au palais du peuple de Kinshasa, plusieurs délégations de chefs d'Etat et ministérielles ont discuté sur la promotion de l'industrialisation au moyen de l'agro-transformation, la valorisation des minéraux et du développement des chaînes de valeur régionales en vue d'atteindre une croissance économique inclusive et durable.

Le 42ème Sommet ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), s'est ouvert, mercredi 17 août dernier en République Démocratique du Congo (RDC) et a vu la participation de plusieurs personnalités de haut rang dont 16 chefs d'Etat des pays composant la communauté. Et cette dernière a pris fin hier jeudi 18 août dans une atmosphère d'amitié et de solidarité pour la promotion de l'industrialisation au moyen de l'agro-transformation, la valorisation des minéraux et du développement des chaînes de valeur régionales pour atteindre une croissance économique inclusive et durable.

La cérémonie a été marquée par l'allocution de M. Didier Manzenga

Mukanzu, ministre chargé de l'Intégration régionale et de la Francophonie de la RDC et nouveau président du conseil des ministres de la SADC. « Nous nous réjouissons que ce thème catalyseur avec ses grandes orientations soit abordé à l'aube de la prise des fonctions de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo, en qualité de président en exercice de notre communauté ». Et de remercier : « Nous sommes convaincus que l'industrialisation de l'espace SADC constituera le fondement de la politique du président en exercice pendant son mandat... ».

C'est dans cette logique que le président Félix Tshisekedi a précisé dans son discours que « ce 42ème



sommet se tient à un moment particulièrement difficile qui témoigne de notre ferme volonté et engagement de contribuer à l'émergence de notre communauté » pour rassurer que la RDC va suivre la même lancée et compte sur le soutien de l'ensemble des Etats membres pour atteindre les objectifs fixés par les pères fondateurs.

Présent dans le sommet, le chef

de la diplomatie comorienne Dhoahir Dhoulkamal a rencontré certains homologues et le secrétaire exécutif de la SADC en vue de passer en revue des questions d'intérêt commun. Au cours de ces échanges, le ministre a réitéré la volonté de l'Union des Comores de s'intégrer pleinement dans cette organisation régionale, dans un contexte où le multilatéralisme et la solidarité

internationale sont plus que jamais nécessaires. C'est dans cette optimisation de l'économie de la région que les travaux proprement du 42e sommet ont été clôturés à huit clos dans la salle des banquets du Palais du peuple spécialement aménagé pour garantir le très bon déroulement des travaux entre chefs d'Etat.

Kamal Gamal

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE :**La situation s'améliore à Anjouan**

Il y a deux semaines, certaines localités de l'île étaient plongées dans le noir. Aujourd'hui la situation s'améliore. La capacité est passée de 1,9 à 2,5 mégawatt et maintenant, on est passé à presque 3, 2 Mégawatts sur 6,6, étant le besoin effectif de l'île. Anjouan n'est pas sortie de l'auberge pour autant avec une centrale qui devrait produire 10 mégawatts, pour tourner à 6,6 et avoir 3,4 de réserve, comme exige naturellement toute centrale, une réserve de 30 à 33%.

Il y a des mois, certaines localités de l'île d'Anjouan vivaient dans le noir total. Depuis, les révisions s'enchaînent et la situation commence à s'améliorer. La capacité de production est passée de 1,9 à 2,5 mégawatt maintenant, puis aujourd'hui à 3, 2 Mégawatts sur 6,6 mégawatts, étant le besoin effectif de l'île.

« À peine quelques mois que la SONELEC Anjouan a fait des révisions, on ne comprend pas du tout, le fait de nous parler des délestages. Ici on nous donne le courant selon un programme de délestage établi. Une amélioration, merci Dieu », avance un citoyen de Nyoumakélé, avant d'être appuyé par une vendeuse qui montre

que « la tendance est un peu bonne ».

Selon plusieurs citoyens interrogés, ils montrent que la vraie solution de l'énergie aux Comores repose sur le renouvelable. « Tout ce qu'on fera ici, sera temporaire. Il faut des vraies investissements en solaire et en hydraulique », estime un agent de la chambre de commerce de l'île d'Anjouan. A ce jour, l'île a fait une "petite" rechute en production à cause d'une panne, mais la pièce de rechange est attendue d'ici ce vendredi, selon nos informations.

Nabil Jaffar



L'EXPO UNIVERSELLE 2030

Le roi d'Arabie d'Saoudite remercie Azali pour son soutien

Plusieurs pays musulmans et arabes soutiennent la candidature de l'Arabie Saoudite pour l'organisation de l'Expo 2030. Parmi ces pays amis figurent l'Union des Comores. Et ce jeudi 18 Aout, le président Azali a reçu une lettre spéciale du roi d'Arabie Saoudite pour le remercier de son soutien.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Comores a été reçu en audience hier jeudi dans la matinée à Beit Salam. Ce dernier est venu remettre une lettre spéciale de remerciement du roi d'Arabie Saoudite au président de la République. En effet, les Comores soutiennent la candidature de l'Arabie Saoudite pour la tenue de l'Exposition universelle de 2030 dans ce pays. Un geste noble qui traduit un signal fort de fraternité et d'amitié selon Mohamed Ousseine Djamalilayli, conseiller spécial du chef de l'Etat chargé du monde arabe. Il est à rappeler que l'Exo 2030 est une proposition d'exposi-

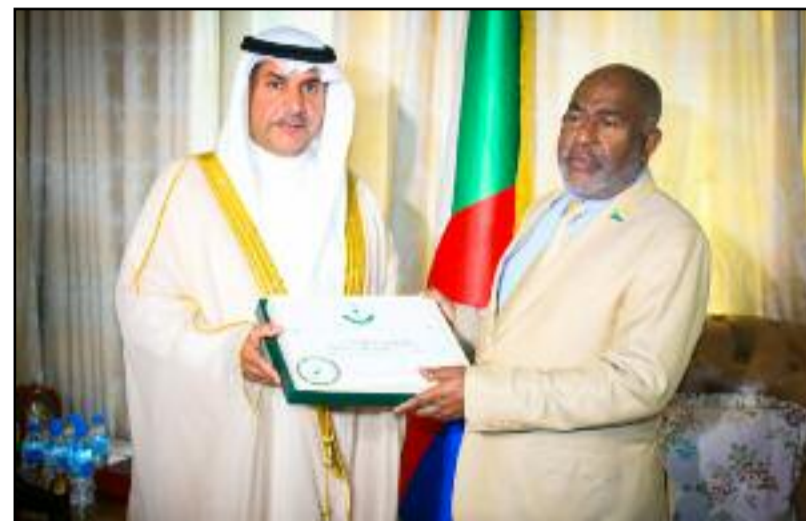
tion universelle qui se tiendra en 2030.

Depuis le 29 octobre 2021 que le royaume d'Arabie Saoudite a déposé au Bureau International des Expositions (BIE) sa lettre de candidature pour l'organisation à Riyad de l'Exposition Universelle 2030, plusieurs pays dont les Comores ont manifesté leur solidarité pour soutenir cette candidature. Parmi ces pays, on peut citer le Maroc, Djibouti et l'Algérie. Pour rappel, la candidature de l'Arabie Saoudite pour l'Exposition Universelle 2030 dans la ville de Riyad du 1er octobre 2030 au 1er avril 2031, s'articule autour du thème « L'ère du Changement : conduire le monde vers des lendemains clairvoyants ». Cette candidature fait suite à celles déposées par la Fédération de Russie le 29 avril 2021 (pour Moscou), par la République de Corée le 23 juin (pour Busan), par l'Italie le 7 octobre (pour Rome) et par l'Ukraine le 15 octobre (pour

Odesa).

L'Exposition Universelle 2020 s'est tenue à Dubaï (Émirats arabes unis), du 1er octobre 2021 jusqu'au 31 mars 2022, sur le thème « connecter les esprits, construire le futur ». La prochaine Exposition Universelle se déroulera à Osaka, Kansai (Japon), du 13 avril au 13 octobre 2025 sur le thème « Concevoir la société du futur, Imaginer notre vie de demain ». La première participation de l'Arabie Saoudite à une Exposition Universelle date de 1958 à Bruxelles. Participant actif aux Expositions Universelles comme Spécialisées, le pays a notamment été récompensé du prix d'argent pour le design de son pavillon à l'Exposition Spécialisée Expo 2008 Zaragoza, ainsi que l'or à l'Exposition Universelle Expo 2010 Shanghai.

Première économie de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) avec un PIB de 700



milliards de dollars en 2020, Riyad peut se targuer d'être déjà un hub économique de premier plan dans le monde arabe, ainsi qu'un centre politique et culturel. Membre permanent du forum intergouvernemental du G20 et inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO avec son quartier historique At-Turaif,

Riyad est par ailleurs l'une des villes les plus sûres du monde et connaît depuis plusieurs années une expansion spectaculaire grâce à un grand nombre de projets redessinant le paysage urbain.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

Le Croissant rouge remet du matériel hygiénique aux districts sanitaires de Mohéli

Le Croissant rouge comorien à travers l'appui de l'AFD, son partenaire financier, vient de remettre à la direction régionale de la santé à Mohéli, du matériel hygiénique pour assurer la propreté dans les établissements de santé de l'île. Cela entre dans le cadre du projet de renforcement des capacités de préparation et de riposte aux crises sanitaires, notamment à la covid-19 en Union des Comores.

L'après midi du lundi 15 août, le Croissant rouge comorien au niveau de Mohéli représenté par Mohamed Assane, le directeur régional du CHRI de Fomboni qui est également le président de cette plateforme d'intervention rapide, vient de remettre du matériel hygiénique aux différents établissements sanitaires de l'île, notamment les centres de districts à travers la DRS (direction régionale de la santé). Il s'agit des

brouettes, balaies, pelles, râtaux, sceaux et tout ce qui est nécessaire aux activités de propreté.

C'est un financement du Croissant rouge comorien avec son partenaire financier l'Agence française de développement (AFD), pour justement améliorer la qualité des soins par le renforcement de la santé communautaire. Les bénéficiaires de ces kits hygiéniques sont le CSD de Wanani dans la région de Djando, le CSD de Nioumachoi dans la région de Mlédjélé et celui de Miringoni dans la commune de Moimbao. Le CMU de Fomboni et le CHRI de Fomboni ont également bénéficié de ce don. C'est donc le président régional du Croissant rouge comorien qui a remis ce matériel au directeur régional de la santé Dr Djmalidine Mohamed pour le remettre à son tour aux différentes structures sanitaires de l'île.

« Cette remise est faite suite aux travaux menés par

le Croissant rouge comorien pour la riposte contre la covid-19 dans le pays, en particulier à Mohéli. Cela fait partie du plan d'action du projet de renforcement des capacités de préparation et de

riposte aux crises sanitaires notamment à la covid-19 en Union des Comores » explique Mohamed Assane président du CRCO -Mohéli.

Dans le cadre de ce projet, le Croissant rouge comorien

a mis en place 334 comités de gestion communautaires dans l'ensemble du territoire comorien pour les mêmes objectifs. 675 volontaires sont également formés sur les techniques de sensibi-

lisation et sur la stratégie de prévention contre le coronavirus. 2199 personnes ont été soignées par le Croissant rouge dont 1380 femmes.

Riwad



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION ET LA MISE EN PLACE DE L'ASSURANCE MALADIE GENERALISEE AUX COMORES



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة الصحة والتضامن والحماية الاجتماعية
وتعزيز الجنس
إدارة الصحة

Réf : PAAMG/CEL/2022/04 - TRAVAUX DE REHABILITATION ET EXTENSION DES BUREAUX DE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DE PREVOYANCE SOCIAL – SIEGE MOHELI

- Le Ministère de la Santé a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, pour financer le coût du Projet d'Appui à l'opérationnalisation et à la mise en place de l'Assurance Maladie Généralisée en Union des Comores (PAAMG). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de travaux de réhabilitation et d'extension des bureaux de la Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale – Siège Fomboni Mohéli.
- Le Maître d'Ouvrage sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour exécuter des travaux de réhabilitation et d'extension. Ces Travaux sont à exécuter à la Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale – Sise à Fomboni Mohéli dans un délai de 12 (Douze) mois
- Les candidats intéressés peuvent prendre connaissance du dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :
- **CELLULE DE GESTION PAAMG SISE à la Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche du lundi au vendredi de 9h00 à 13H00**

- ou obtenir un dossier d'appel d'offres complet en formulant une demande écrite aux adresses mentionnées ci-après :
passation.marches@paamg.sante.gouv.km
communication@paamg.sante.gouv.km
coordinatrice@paamg.sante.gouv.km
- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :
CELLULE DE GESTION PAAMG SISE à la Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche au plus tard le mercredi 07 septembre 2022 à 12h00.
- La période de validité de l'offre sera de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis
- Le soumissionnaire devra joindre à son offre, une garantie d'offre du montant de 2 000 000 KMF selon le modèle joint au dossier d'appel d'offres.
- Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :
- Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche, le mercredi 07 septembre 2022 à 13h00**

INTERVIEW

«A La Réunion, j'ai découvert des jeunes avec une forte potentialité»

Après un séjour à l'île de La Réunion, le Directeur Technique National (DTN), Ayoub Moussa revient sur ce voyage et le parcours des Cœlacanthes lors de la COSAFA Cup et les éliminatoires de la CHAN. Il passe aussi en revue le football des jeunes, filles et garçons confondus. Il a accepté de répondre aux questions de La Gazette des Comores/HZK.

Question : Vous venez d'effectuer un séjour à l'île de La Réunion, quel a été l'objet de ce voyage ?

Ayoub Moussa : Effectivement je viens d'effectuer un voyage à La Réunion dont l'objectif est d'aller détecter des jeunes joueurs binationaux (franco-comoriens) susceptibles d'intégrer dans un avenir plus ou moins proche nos équipes (U15, 17, 20) de jeunes. C'était aussi l'occasion d'aller rassurer les familles qui penseraient être délaissées, que la fédération et plus particulièrement la direction technique nationale ne les a pas oubliés.

Question : L'île de la Réunion n'est pas connue pour être un vivier de joueurs comoriens, du moins par rapport à la France Métropolitaine. Qu'en est-il réellement ?

AM : C'est vrai, La Réunion n'est pas connue pour être un vivier pour nos différentes sélections. Mais en y allant là-bas, j'ai découvert des jeunes avec une forte potentialité qui sont à même d'intégrer nos équipes de jeunes, voir A' et même la sélection A. C'est une région qu'on n'a pas mise en valeur dans le

passé, dorénavant ça sera chose faite. On va devoir regarder un peu plus vers cette île qui regorge de beaucoup de talents et des jeunes à forte potentialité.

Question : Quelles sont les catégories visées par cette détection ?

AM : Les catégories visées sont, les U15, U17... jusqu'à U23. C'est des catégories qui regorgent beaucoup de comoriens. Sur les 200 jeunes réunionnais qui étaient présents à la détection, je pense que 40% étaient des comoriens.

Question : Nous sommes à une année des Jeux des îles à Madagascar, nous savons que la médaille d'or est un objectif prioritaire pour les dirigeants de la FFC. Pour étoffer l'effectif A', y'a-t-il des éléments que vous avez repérés, susceptibles de rejoindre les verts dans l'optique des ces jeux ?

AM : Après les résultats à la COSAFA et la CHAN, j'ai émis le souhait devant le Comité Exécutif qu'on doit viser la victoire effectivement lors de ces jeux des îles. Le Comité m'a donné le feu-vert d'établir un chronogramme des regroupements et des matchs amicaux pour qu'on puisse préparer au mieux ces jeux. Oui, il y'a des joueurs susceptibles de rejoindre l'équipe nationale A', maintenant il reste à voir avec le président la faisabilité de tout ça. En tout, je fais totalement confiance à nos joueurs locaux de pouvoir relever le défi de ces jeux, surtout s'il y'a pas trop de chamboulement au niveau de l'effectif qui est la actuelle-

ment.

Question : Parlez-nous un peu du football des jeunes dont vous vous êtes énormément impliqué ces derniers temps ?

AM : C'est parmi mes missions les plus importantes. Vous avez vu que récemment on vient de finir le championnat scolaire qui a été énormément apprécié au niveau de la CAF surtout sur le sérieux de l'organisation et le niveau de nos jeunes écoliers. Les deux équipes championnes sont attendues en Afrique du Sud en octobre pour représenter notre pays au niveau zonal. Début septembre, on va entamer les phases nationales des U17 pour dégager un champion au niveau national, tout comme on l'a fait avant hier en ce qui concerne les U15 avec le club Espoir Ouragan venu de l'île de Mohéli. C'est un travail qui se fait en collaboration avec le ComEx mais, surtout le chargé du football des jeunes Said Boukhtane Said Chamasse en qui je réitère tout mes remerciements pour la confiance qu'il a, à mon travail.

Question : Et les jeunes filles dans tout ça ?

AM : Avec les filles, on a un projet de lancer un tournoi U17 féminin. Ça sera pas des équipes locales mais, des sélections régionales afin de mieux tirer le meilleur de toutes les jeunes filles au niveau régional et pour qu'on puisse mieux détecter. Et à la fin, on va organiser une coupe ou un championnat où chaque région va représenter ses



meilleures filles.

Question : En tant que DTN, comment jugez-vous le parcours des Cœlacanthes A' dans les éliminatoires de la CHAN et pendant la COSAFA Cup ?

AM : En tant que technicien, le parcours des A' n'était pas mauvais même s'il n'était pas non plus si bon. On a défié des équipes semi, voir carrément professionnelle et on n'était pas ridicule sur ces deux compétitions. En regardant le niveau de notre championnat actuel par rapport aux autres, on peut se regarder droit dans les yeux et se dire qu'on a

fait ce qu'il fallait faire, même si on aurait aimé bien sûr avoir la victoire finale. Après il y'a des petites rectifications au niveau tactique. Contre l'Afrique du Sud au match retour, on a vu des progrès par rapport à l'aller. Maintenant on va voir là où on a progressé pour apporter des améliorations et rectifier nos lacunes. Ça c'est mon avis en tant que technicien, en tant que DTN, cela n'empêche pas que d'autres puissent avoir un avis contraire.

Propos recueillis par
AS Badraoui

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la
Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Secrétariat Général

Le Secrétaire Général

Réf. N°22-__397/MSSPSPG/SG



Avis de recrutement pour la cellule de gestion du projet d'appui à l'Amélioration
de l'Offre de Soins de Santé de Qualité en Union des Comores - ODS

Date: 27/07/22

L'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, en vue de financer le coût du projet d'appui à l'amélioration de l'offre de soins de santé de qualité (ODS), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le paiement des services autorisés au titre de cet appel à candidatures pour le recrutement des postes suivants :

- 1 Coordinateur/trice National/e
- 1 Responsable suivi-évaluation
- 1 Responsable de passation des marchés
- 1 assistant(e) administratif (ive), financier(e) et logistique

Candidature

Le dossier de candidature doit comporter :

- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopie de la carte nationale d'identité
- Photocopie des diplômes certifiée conforme et des certificats de

travail

- Attestation des formations continues suivies
 - Noms, adresses, téléphones des personnes références à contacter
- Le dossier est à envoyer sous pli fermé, avec la mention « Candidature au poste de xxxxxx », au plus tard 30 /Août 2022 à 11 h 00 mn à l'adresse suivante :

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et la Promotion du Genre

Bâtiment de la Fonction Publique
Moroni-Djoumoimdji

Contact :

Pour de plus amples renseignements, les termes de référence des postes sont disponibles à l'adresse suivante : Secrétariat Ministère de la Santé et sur demande en envoyant un mail à l'adresse suivante : odscandidature@gmail.com /
N° de téléphone : +002693352557

TICAD 8 :

Le Japon dévoile ses ambitions et perspectives avec l'Afrique

Le Japon tente tant bien que mal de s'imposer sur le continent africain. A travers la JICA, agence de coopération internationale du Japon, l'Empire du soleil levant se démêle, s'appuyant sur son programme TICAD, Tokyo International Conference on African Development, pour séduire le continent noir, nouvelle destination dans le développement de la Coopération et des relations internationales.

Devant la presse ce jeudi 18 août, les autorités du Japon, dont M. Miyashita Tadayuki, Directeur Général Adjoint d'Afrique au Ministère des Affaires Étrangères, et M. Kato Ryuishi, Vice-président de l'Agence japonaise de la Coopération Internationale (JICA), ont parlé de la tenue prochaine de la Tokyo International Conference on African Development (TICAD 8). L'occasion pour les journalistes africains présents sur la plateforme Zoom de connaître d'avantage sur ce programme de coopération entre Tokyo et l'Afrique. Après une brève présentation du programme débuté en 1993, M. Tadayuki a souligné l'importance de l'appropriation par l'Afrique pour son développement.

« Il faut considérer les enjeux sociaux pouvant devenir un accès important de croissance », a expliqué le Directeur Général adjoint pour l'Afrique revenant sur l'impact du changement climatique. « Sur ce, nous devons en tenir compte et trouver des solutions pour protéger les plus vulnérables », a-t-il poursuivi, citant en effet l'impact de la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Pour ce fait, le représentant du Ministère des Affaires Étrangères du Japon évoque les trois piliers, qui sont économique, social, paix et stabilité, bases de ce programme de coopération. Il s'agit du développement des ressources humaines de qualité, d'accélération des investissements japonais sur l'Afrique, de l'économie verte, des nouvelles technologies de l'éducation, de l'environnement et de la santé entre autres. « Le système de santé en Afrique est considéré comme vulnérable donc nous voulons en faire pour apporter des solutions à cette vulnérabilité en misant sur la formation des ressources humaines dans les différents secteurs sociaux pouvant contribuer à une santé saine », a-t-il précisé.

Pour ce qui est de la paix et de la stabilité dans le continent, les auto-

rités japonaises dénoncent les « changements anticonstitutionnels ». « La démocratie et l'Etat de droit sont deux concepts qui inquiètent le Japon. Nous voudrions apporter des solutions concrètes pouvant conduire à des changements démocratiques pour stabiliser la situation politique sur le continent et ainsi consolider la paix », a indiqué M. Miyashita Tadayuki.

Le Japon entend bien contribuer et apporter plus dans le développement du numérique et promet son soutien immense dans le domaine de la santé (médical et pharmaceutique). Pour le cas spécifique de l'Union des Comores, le Japon rappelle que les différents protocoles d'accord signés pendant ce grand rendez-vous des Chefs d'Etat et de Gouvernement, ce sont les entreprises privées qui sont signataires. « Chaque pays peut tirer profit dans les investissements selon l'ordre des priorités. Maintenant, pour le cas de l'archipel des Comores, le pays doit aménager son climat des investissements et des affaires pour attirer beaucoup d'attention car chaque situation peut être un atout », a-t-il dit.

Du rôle de la JICA, agence de coopération internationale du Japon, il est question de faciliter



l'accès aux crédits dans les banques mais aussi d'accompagner le pays à réaliser leurs projets comme c'est le cas avec le programme CARD, Coalition africaine pour le développement du riz. Sur ce cas précis et en question posée sur la transition entre les dons de riz attribués à l'Union des Comores à la production locale, M. Kato Ryuishi, Vice-président de la JICA, affirme que ce sont en tout 32 pays africains qui participent à ce programme et que «

les Comores pourraient bien y participer selon les souhaits des autorités et que c'est la seule solution pour faciliter l'accès à ce programme ». Pour rappel, la TICAD 8 va se tenir très prochainement en Tunisie et contrairement aux dernières années, cette fois-ci, ce grand rendez-vous entre le Japon et l'Afrique sera ouvert au monde des Affaires et du business.

Kamal Gamal



UNION DES COMORES Unité- Solidarité-Développement

CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DE PREVOYANCE SOCIALE

Direction Générale

AVIS DE RECRUTEMENT DE CADRES A LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DE PREVOYANCE SOCIALE (CNSPS)

En suivant la politique du Chef de l'Etat et de son gouvernement en matière d'assurance maladie, le législateur a adopté la loi N°17012/AU du 22 juin 2017 relative à la Couverture Sanitaire Universelle (CSU), promulguée par le décret N°17-105/PR du 05 octobre 2017. La Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale (CNSPS) est désignée par cette loi comme l'organisme gestionnaire de cette assurance maladie généralisée (AMG).

L'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, en vue de financer le coût du projet d'appui à la mise en place de l'Assurance maladie généralisée en Union des Comores (PAAMG), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le paiement des services autorisés au titre de cet appel à candidatures pour le recrutement des postes suivants au bénéfice de la CNSPS. Ces postes seront soutenus par le Projet PAAMG pour une durée de 24 mois :

- 1 Directeur Général Adjoint – CNSPS
- 1 Directeur de la Communication et des Relations externes – CNSPS

Tout candidat de nationalité comorienne répondant à un des deux profils peut soumettre sa candidature pour être recruté à la

CNSPS. Le dossier de candidature doit comporter :

- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopie des diplômes et des certificats de travail
- Attestation des formations continues suivies
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

Le dossier est à envoyer sous pli fermé, avec la mention « Candidature au poste de xxxxxx », au plus tard le **mardi 06 septembre 2022 à 12h00** (délai de rigueur) à l'adresse suivante : **DIRECTION GENERALE DE LA CNSPS, MORONI - en face de la Direction Régionale de la Santé au rond point Salimamoud.**

Pour de plus amples renseignements, les termes de référence des postes sont disponibles à la CNSPS et sur demande en envoyant un mail aux adresses suivantes : cnsps.km@yahoo.com et /ou communication@paamg.sante.gouv.km; assistant.admin@paamg.sante.gouv.km